



Conseil d'administration

www.cnrs.fr

Campus Gérard Mégie
3, rue Michel-Ange
75794 Paris Cedex 16

Relèvement du seuil des immobilisations

Afin d'alléger les contraintes de gestion liées au suivi des immobilisations, le CNRS souhaite relever de 800 € HT à 1000 € HT le seuil d'immobilisations des dépenses imputées aux subdivisions des comptes 205 « Logiciels », 215 « Installations techniques, matériel et outillage » et 2183 « Matériel de bureau et informatique ».

Les dispositions de la norme 6 du Recueil des Normes Comptables pour les établissements publics prévoient les critères d'inscription à l'actif d'une immobilisation corporelle, notamment que :

- son coût d'entrée puisse pouvoir être évalué avec une fiabilité suffisante,
- l'immobilisation soit contrôlée par l'organisme.

Toutefois, compte tenu de la diversité des immobilisations détenues et de la frontière tenue entre charges et immobilisations, des seuils unitaires de signification peuvent être fixés par l'organisme. Ces principes sont transposables aux immobilisations incorporelles, telles que les logiciels.

Il appartient au conseil d'administration d'apprécier le seuil en dessous duquel la non-inscription de biens au bilan permet d'atteindre concomitamment les deux objectifs suivants :

- simplification des contraintes de gestion de suivi des biens de faible valeur,
- maintien de l'image fidèle du patrimoine du CNRS inscrit à l'actif immobilisé.

L'application du seuil de 800 € actuellement en vigueur conduit le CNRS à inscrire au bilan des actifs non significatifs.

Par conséquent, il est proposé d'appliquer un relèvement du seuil à 1 000 €, ce seuil étant celui en deçà duquel le CNRS imputerait désormais en charge les acquisitions techniques, le matériel, l'outillage, les matériels de bureau, les matériels informatiques et les logiciels.

Le passage de 800 € HT à 1 000 € HT réunit les deux critères recherchés :

- l'impact financier en valeur nette comptable reste limité pour le CNRS, soit 1,6 M€ par an,
- en revanche, le nombre de biens qui ne seront plus immobilisés mais directement comptabilisés en charge sera réduit de 9 %, entraînant ainsi un facteur de simplification important.

Le niveau de seuil à 1 000 € HT a fait l'objet d'un examen attentif du collège des commissaires aux comptes de l'établissement, qui ont été associés à la démarche, et ont donné leur accord sur cette proposition.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé au conseil d'administration d'autoriser le CNRS à porter le seuil des immobilisations des comptes 205, 215 et 2183 de 800 € HT à 1000 € HT, avec effet au 1^{er} janvier 2019.

Il est précisé que le relèvement du seuil d'immobilisation ne peut pas conduire à distraire du bilan les immobilisations dont la valeur unitaire est comprise entre 800 € HT et 1 000 € HT qui y sont inscrites antérieurement à 2019 et qui, de fait, sont toujours en cours d'amortissement. Ainsi, l'amortissement de ces immobilisations doit en conséquence continuer à être pratiqué comme par le passé.